

## L'histoire du temps présent

## L'autre guerre ...

Quand le merle siffle, l'hiver est fini. Ce fut un bon hiver pour les livres portant sur l'histoire du Luxembourg. Du moins si l'on se réfère à liste de bestsellers des libraires. Trois livres d'histoire figuraient en haut de cette liste en décembre, six en janvier, quatre en février.

Ils étaient six en janvier car, une fois n'est pas coutume, deux oeuvres traitant ni de la Seconde Guerre mondiale ni de la dynastie ont pu se frayer un chemin dans cet hitparade: l'ouvrage collectif de l'Université du Luxembourg sur „1914-1918: Guerre(s) au Luxembourg. Krieg(e) in Luxemburg“, dirigé par Benoît Majerus, Charles Roemer et Gianna Thommes et le livre accompagnant l'exposition du Centre national de littérature „Luxemburg und der Erste Weltkrieg. Literaturgeschichte(n)“, dirigé par Daniela Lieb, Pierre Marson et Josiane Weber.

Mais ces deux ouvrages se sont maintenus en haut du pavé seulement en janvier. Ce qui est loin de représenter un déshonneur. Dans le championnat luxembourgeois de la mémoire collective, la Première Guerre mondiale ne joue pas dans la même ligue que la Seconde. Dès 1946, l'historien luxembourgeois et ex-ministre Nicolas Margue note ainsi: „1915: c'était la guerre, l'autre, oubliée aujourd'hui.“

L'épisode  
Hubert Loutsch

Il l'écrivit dans le cadre d'une notice nécrologique sur Hubert Loutsch qui fut nommé ministre d'Etat en novembre 1915 par la Grande-Duchesse Marie-Adélaïde. Loutsch était un homme politique du parti de la droite catholique alors que le Bloc des gauches (libéraux et sociaux-démocrates) disposait de la majorité à la Chambre des députés. Cette nomination, un mois après le décès de Paul Eyschen – qui avait été ministre d'Etat sans interruption pendant 27 ans, donc presque dix ans de plus que Jean-Claude Juncker – marque en pleine guerre la fin de la stabilité politique au Grand-Duché. Les autres ministres du gouvernement Eyschen avaient également démissionné après sa mort, après le refus de la Grande-Duchesse de nommer le candidat choisi par le gouvernement pour le poste de directeur de l'Ecole normale.

Avec Loutsch comme premier ministre, Marie-Adélaïde put imposer son candidat, un prêtre. Comme Loutsch ne reçut pas la majorité nécessaire à la Chambre, Marie-Adélaïde décida de dissoudre le parlement, dans l'espoir que de nouvelles élections donneraient une majorité à la droite catholique. Le rapport de forces changea en effet, mais resta favorable à la gauche malgré la perte de plusieurs mandats (27 contre 25 députés). Un représentant de la majorité de gauche, le député social-démocrate Luc Housse posa la question de confiance. Le dernier vote de confiance remontait à tellement longtemps que le

président de la Chambre ne connaissait pas cette procédure et demanda au greffier: „Wat ass dat? Wat solle mer maachen?“ Le vote de méfiance de la majorité de gauche obligea Hubert Loutsch et son gouvernement à démissionner.

Par ce vote, la gauche réagissait à la dissolution de la Chambre par la souveraine qu'elle considéra comme un coup d'Etat de Marie-Adélaïde et qu'elle ne lui pardonna pas. Mais Nicolas Margue donne en 1946 une autre interprétation de l'épisode du gouvernement Loutsch: „C'est lui d'abord, Hubert Loutsch, qui pratiquement, chez nous, a frayé la voie à la démocratie gouvernementale. (...) Hubert Loutsch qui se présente au pays surpris à la tête d'une équipe de plébéiens, descendants de paysans, de cochers, que sais-je, n'ayant pour eux que leur intelligence et leur volonté de bien faire, et n'appartenant aucunément au clan très exclusif et très particulariste des optimates en possession.“

La Première Guerre mondiale est non seulement traversée par de nombreuses lignes de conflit, mais elle a ensuite continué à diviser le pays au moment de l'écriture de l'histoire de cette période. Ce qui a été combattu dans les faits et puis dénoncé dans le récit sur ces faits comme antidémocratique par le camp libéral et socialiste, a été salué comme début véridique de la démocratie par le camp catholique, parce qu'un fils des campagnes passa ministre d'Etat. Un homme du peuple catholique arrive au pouvoir, écrit Nicolas Margue sur Hubert Loutsch – qui était en fait avocat

et fonda notamment en 1920 la compagnie d'assurances La Luxembourgeoise – en faisant allusion au fait que des représentants de la bourgeoisie libérale avaient monopolisé ce pouvoir au Luxembourg jusqu'en 1915.

En relisant cette nécrologie, on comprend mieux pourquoi il était préférable d'oublier aussi vite que possible cette première guerre. S'il y a une période historique qui ne colle pas avec le grand discours sur la manifest destiny du Luxembourg, c'est bien la Première Guerre mondiale et ses luttes intestines. Pas de place pour cette guerre dans ce discours selon lequel le Grand-Duché de Luxembourg, contrairement p. ex. au Brabant ou à la Flandre, à la Bretagne ou à la Corse, était manifestement destiné, depuis 1839 voire même déjà depuis Jean l'Aveugle ou le comte Sige-froi, à devenir ce pays indépendant et politiquement stable au coeur de l'Europe, que le monde connaît aujourd'hui.

Margue n'était pas complète et continue ainsi: „1915: c'était la guerre, l'autre, oubliée aujourd'hui, celle que Paul Eyschen avait inaugurée pour nous par cette politique de conformisme à l'égard de l'envahisseur.“ La Première Guerre mondiale n'est pas seulement identifiée à des luttes politiques acharnées, mais aussi avec la politique d'accommodement avec l'occupant allemand comme politique officielle du gouvernement Eyschen et de la Grande-Duchesse, convaincus qu'ils étaient d'une victoire rapide de l'Allemagne. Voilà une

raison de plus pour ne pas trop en parler. Le fait que le gouvernement et la souveraine acceptent, dans ce cas d'une victoire allemande, l'idée d'une forme d'autonomie d'un Grand-Duché Luxembourg à côté d'un Grand-Duché de Bade au sein d'un Empire allemand à organisation fédérale ne colle évidemment pas avec l'image d'un Luxembourg destiné à rester indépendant.

Mais la phrase continue encore: „1915: c'était la guerre, l'autre, oubliée aujourd'hui, celle que Paul Eyschen avait inaugurée pour nous par cette politique de conformisme à l'égard de l'envahisseur que des retardataires de toute espèce auraient voulu voir imiter en 1940.“ Ici apparaît une raison de plus pourquoi la première guerre est à la fois déclarée différente et à oublier. La première guerre, l'époque du doute sur la survie de l'Etat, est présentée comme l'antithèse de la deuxième guerre, le moment de la preuve du droit à l'indépendance du petit Luxembourg. En 1914, le gouvernement, le Luxembourg légal, choisit la voie de la collaboration avec „l'envahisseur“, nous dit Nicolas Margue. En 1940, juste des retardataires auraient opté pour la même politique.

Nation  
et oubli

L'historien français Ernest Renan, dans son fameux discours de 1882, „Qu'est-ce que la nation?“, avait souligné qu'„il est bon de savoir oublier“ en précisant que „l'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création de la nation“. La citation de Nicolas Margue montre que, pour légitimer la nation luxembourgeoise, le voile de l'oubli a vite recouvert non seulement la première guerre mais aussi l'an 1940. Une année 1940 qui a disparu de la biographie de beaucoup d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires luxembourgeois. Cela vaut également pour Nicolas Margue qui ne se rappelle pas qu'il a signé le 1<sup>er</sup> août 1940 la pétition à Hitler, à côté des membres de la Commission administrative, des 41 députés encore présents au pays, de neuf conseillers d'Etat, de presque tous les avocats et les juges, de 150 prêtres et de beaucoup d'autres personnalités de la vie économique et culturelle.

Voici un extrait de cette pétition: „An den Führer. Exzellenz, Im Hinblick auf die Neugestaltung der politischen und wirtschaftlichen Verhältnisse in Westeuropa, beehren sich die unterzeichneten Vertreter aller Kreise des luxemburger Volkes, dem einmütigen Wunsch der gesamten Bevölkerung des Großherzogtums auf Beibehaltung eines staatlichen Eigenlebens des Großherzogtums im Rahmen der neuen europäischen Ordnung hiermit zum Ausdruck zu bringen.“ Garder une forme d'indépendance au sein d'un nouvel ordre européen dominé par

l'Allemagne. Paul Eyschen et Marie-Adélaïde n'avaient-ils pas décidé pour des raisons semblables d'accepter l'occupation allemande et de s'engager dans une politique de collaboration?

Ou alors le terme de retardataire se réfère-t-il au projet du président de la Chambre Emile Reuter et d'autres députés, qui voulaient destituer le gouvernement en exil et en former un nouveau sur place, présidé par Reuter, et avec le grand-duc héritier Jean comme nouveau chef d'Etat? La Première Guerre mondiale, l'autre guerre? Et pourtant, la même cohabitation avec l'occupant allemand est recherchée à travers ces projets de remaniement gouvernemental. Et pourtant, Emile Reuter a en 1940 la même idée qu'après la première guerre, en 1918-1919, lorsque lui-même, en tant que ministre d'Etat, et son parti ont décidé de sauver la dynastie en échangeant la personne de la souveraine, en remplaçant Marie-Adélaïde par sa soeur Charlotte.

La première guerre est-elle vraiment pour le Grand-Duché l'autre guerre? La deuxième celle de l'unité du peuple et du gouvernement autour de la nation et la première celle de la division et des oppositions: entre producteurs et consommateurs, indépendants et salariés, riches et pauvres, patrons et ouvriers, syndicalistes et industriels, militaires et civils, gouvernement et grande-duchesse, Luxembourg et France, Luxembourg et Belgique, Luxembourg et Allemagne, germanophiles et germanophobes, francophiles et francophobes, monarchistes et républicains, cléricaux et anticléricaux, gauche et droite, défenseurs de l'indépendance et partisans de l'annexion ou de l'union, industriels luxembourgeois et industriels allemands, belges et français, etc.?

La Première Guerre mondiale, comme guerre totale dans ce sens qu'elle touche non seulement le domaine militaire mais toute la vie politique et sociale, a profondément marqué et transformé la société luxembourgeoise. Toutes les tensions et tous les conflits ont en effet été exacerbés par l'impact de la guerre, comme le montrent les deux ouvrages mentionnés et l'exposition à Mersch. Et on veut nous faire croire que ces conflits et tensions se seraient ensuite évaporés? Qu'ils auraient disparu au plus tard pour les fêtes de l'Indépendance de 1939 ou le 10 mai 1940 avec l'invasion allemande? Une histoire à dormir debout. Ceci dit, l'envie de croire aux contes de fée est à la fois compréhensible et tout à fait respectable. Au moins, tout finit bien dans ces histoires-là. Pas seulement l'hiver.



Lauschtert  
och dem  
Denis  
Scuto sai  
Feuilleton  
op Radio  
100,7, all  
Donnesch-  
deg um 9.25 Auer (Rediffu-  
sion 19.20) oder am Audioar-  
chiv op [www.100komma7.lu](http://www.100komma7.lu).



Denis Scuto

